



LA DÉ- CADE

LA LETTRE DU CERCLE
JEAN BAPTISTE SAY

« Les lumières et la morale
sont aussi nécessaires au
maintien de la République
que le fut le courage pour
la conquérir. »

septembre 2016

POURQUOI « LA DÉCADE » ?

« *La Décade philosophique, littéraire et politique* » cofondée par Jean-Baptiste Say en avril 1794 était publiée chaque décadi, dernier jour des trois décades qui rythmaient les mois du calendrier républicain. Selon l'affiche publicitaire qui soutint son lancement, son ambition était « d'instruire et amuser » !

« La Décade », publiée sur internet 10 fois par an, le 10 du mois, sera l'outil de communication du Cercle Jean-Baptiste Say (www.cerclejeanbaptistesay.com), parlera d'économie, tâchera d'instruire et tentera d'amuser... Tentez votre chance ! L'abonnement est gratuit et la diffusion repose sur la promotion des lecteurs. Hommage donc à la sagesse d'un révolutionnaire qui a si bien compris l'importance de la prospérité dans le développement et le maintien de la démocratie. Et si bien expliqué les conditions nécessaires à cette prospérité : la liberté, la propriété, l'échange, le travail. Sans entrepreneurs, point de prospérité et sans prospérité, point de solidarité !

Avec Jean-Baptiste Say comme guide et pédagogue, rappeler les principes fondamentaux de l'économie et expliquer simplement les mécanismes de création de richesse pour qu'ils puissent se remettre en marche dans notre pays, voilà l'ambition de la Décade.

Il nous l'avait bien dit

septembre 2016

Le capital est un facteur de production indispensable au développement de la prospérité. Ne pas le respecter, c'est renoncer à celle-ci. cf notre 0/10 du mois.



« Nous remarquons que les valeurs capitales sont des propriétés ; car on peut en être maître qu'autant qu'on les a créées par le moyen de son industrie, ou autant qu'on a créé d'autres valeurs au moyen desquelles on a pu les acheter. Et il est fort avantageux qu'un capital soit une propriété exclusive ; car autrement personne ne se donnerait la peine d'amasser des capitaux ; cet instrument nécessaire à toute industrie manquerait. Ainsi, quoiqu'il faille qu'un industriel paie un intérêt à celui qui lui fournit le capital et que cette avance soit remboursée par le consommateur, le produit qui en résulte est cependant moins cher que si le capital n'était pas

la propriété exclusive de quelqu'un ; car alors, l'instrument n'ayant pas eu d'existence, la production n'aurait pas eu lieu ; et, encore une fois, il n'y a pas de produit plus cher que celui qu'on ne peut avoir à aucun prix.

Rien ne fait mieux sentir l'avantage de l'ordre et des lois, et l'absurdité de tous les systèmes politiques fondés sur la violence qui se joue des propriétés particulières et sur la communauté des biens qui ne les reconnaît pas. »

Cours complet d'économie politique pratique -1828-

Analyse économique

septembre 2016

Ça va mieux ou pas ? Du bon usage des chiffres économiques et de la nécessaire conscience de leurs limites

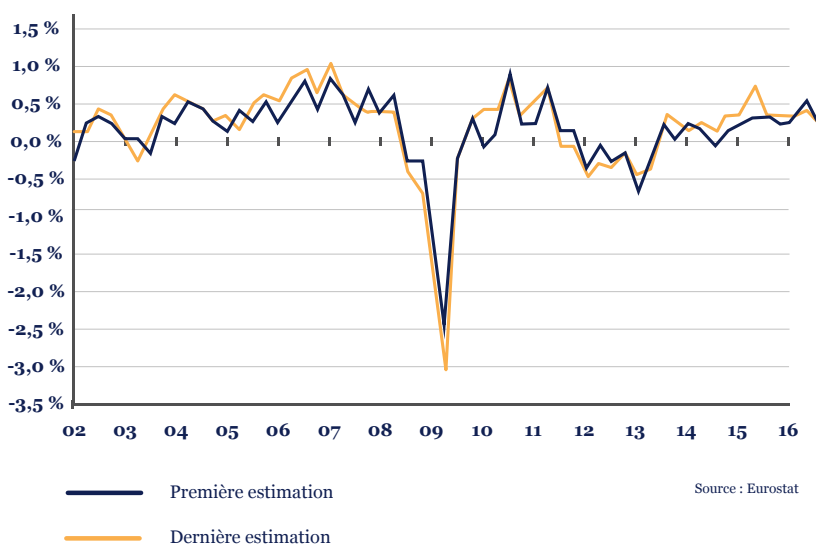
C'est une tradition bien ancrée dans le paysage médiatique français que la salve de commentaires qui accompagne la publication des chiffres de croissance, de l'évolution du nombre de demandeurs d'emplois. Ainsi la succession d'une bonne croissance au premier trimestre et d'une stagnation de l'activité au deuxième trimestre a vu se succéder les commentaires d'un bord à ceux de l'autre. Si les +0,6% de croissance du premier trimestre ont amené le ministre des finances à annoncer que « c'est une croissance solide qui est enclenchée », le 0,0% du deuxième trimestre a permis à l'opposition d'y voir « un signal négatif pour le Gouvernement et la preuve que les bonnes réformes économiques et structurelles n'ont pas été engagées. » Sans préjuger de la validité de ces différents propos, c'est l'occasion de quelques rappels sur les statistiques économiques.

Il faut avoir à l'esprit qu'il s'agit généralement d'estimations. Lorsque l'INSEE publie les chiffres de croissance du Produit Intérieur Brut de la France, la mesure la plus complète de l'activité économique, elle ne mesure pas exactement le volume d'activité et la valeur de toutes les transactions économiques. L'Institut procède à des enquêtes afin de récupérer de très nombreuses données auprès des entreprises, des administrations ou des ménages. Ces données, moulinées par un ensemble d'outils statistiques et économétriques, vont lui permettre de se faire une idée de la taille de la consommation des ménages, de l'investissement, etc. Toutes ces données ne sont pas disponibles dans des délais rapides. Dans un premier temps, la part d'estimation dans le chiffre publié sera très importante, puis celle-ci sera affinée au fur et à mesure de la mise à disposition de nouvelles données.

C'est pourquoi les instituts statistiques font de nombreuses révisions à leurs chiffres. A titre d'exemple, le Bureau d'Analyse Economique américain a pu revoir ses données sur plusieurs décennies, remontant jusqu'aux années 20, suite à l'exploitation de nouvelles bases. De telles révisions peuvent également s'expliquer par des questions méthodologiques, par exemple sur la classification des activités économiques. En effet, les chiffres de croissance correspondent à un ensemble de données que l'on appelle les comptes nationaux. La comptabilité nationale s'est développée à partir des années 40 pour fournir aux gouvernements une vision de l'économie d'un pays. Ces comptes se présentent comme un ensemble de tableaux avec des correspondances entre eux. Les chiffres de croissance qui sont publiés correspondent à la croissance du Produit Intérieur Brut, somme des valeurs ajoutées ou des différentes composantes de la demande finale. Ces comptes nationaux suivent un modèle que l'on appelle base, qui définit ce qui va dans chacun de ces tableaux et comment les flux sont calculés. C'est ainsi que le passage de la base 2005 à la base 2010 a fait « grossir » le PIB français de 3,2%. Ceci s'explique notamment par le fait que les dépenses de recherche et développement sont maintenant comptabilisées comme de l'investissement. Dans un genre similaire mais avec une ampleur bien plus grande, le PIB nigérian 2013 avait été revu en hausse de 90% lors du dernier changement de base.

Qui dit estimation statistique dit incertitude, et la bonne lecture des statistiques est trouver en elles le point central d'un intervalle de confiance. Par exemple, lorsque le bureau des statistiques de l'emploi américain publie les chiffres de créations d'emplois aux Etats-Unis, un des chiffres ayant le plus grand impact sur les marchés financiers, il faut savoir que l'intervalle de confiance est de l'ordre de +/-115 000. Si l'estimation est de 100 000 par exemple, cela veut dire que le chiffre réel a 90% de chance de se trouver entre -15 000 et +225 000, soit un intervalle conséquent. Néanmoins, le point central reste tout de même une bonne référence. Globalement, les chiffres de croissance ont des intervalles de confiance relativement réduits, les révisions étant en moyenne, en absolu, de l'ordre de 0,1%. Comme le montre le graphique ci-dessous, la différence en niveau peut être significative mais la tendance reste la même.

Zone euro: croissance trimestrielle du PIB



Il faut donc se garder de conclure trop vite sur la base d'une seule donnée, et prêter plus d'importance à la tendance qui se dessine sur quelques trimestres qu'au dernier chiffre publié. Pour reprendre l'exemple du début, regarder la croissance en moyenne sur les deux premiers trimestres, et donc y voir un semestre à 0,35% en moyenne plutôt qu'un trimestre d'accélération à +0,7% suivi d'un brutal ralentissement à 0,0%. Il serait utile que les différents commentateurs cessent de réagir trop bruyamment à ce qui n'est souvent que de la volatilité inhérente à cet exercice compliqué qu'est la statistique économique.

Et puisqu'il faut répondre à la question du titre, que nous indique cette tendance ? La croissance est un peu plus forte : 1,4% en cumulé sur les quatre derniers trimestres disponibles contre 1,1% un an plus tôt. Il en va de même sur le nombre de demandeurs d'emplois : au-delà des fortes variations d'un mois sur l'autre (+40 000 en février, -60 000 en mars), on observe une tendance à la baisse du nombre de chômeurs. Bref, ça va quand même un peu mieux...

Reçu 10/10

septembre 2016

« Une vérité appartient non pas au premier qui la dit, mais au premier qui la prouve. »
(traité 1^{re} ed.)

Jean TIROLE - Économie du bien commun - PUF



Automne 2014 : Cocorico ! un français, le troisième, est couronné du prix Nobel d'Économie (en réalité le prix de la Banque de Suède en sciences économiques, décerné par l'Académie Royale). Oups ! Certains s'étranglent tout de suite : c'est l'analyse de Jean TIROLE du pouvoir du marché et de sa régulation qui est illustrée. Elle a tendance à souligner la contribution positive des marchés à l'équilibre économique. Et voilà que notre libéral national nous offre un livre exigeant, mais destiné à un large public : nos médias en parleront moins que d'autres, mais nous voulons vous encourager à le lire vraiment.

Jean TIROLE, dans « Économie du bien commun », nous offre une vision de ce que la société doit accomplir et le rôle des économistes dans la poursuite de cet objectif du bien commun. Il nous propose ainsi de nous placer derrière « le voile d'ignorance » :

« Dans quelle société aimerais-je vivre, sachant que je pourrais être un homme ou une femme, être doté d'une bonne ou d'une mauvaise santé, avoir vu le jour dans une famille aisée ou pauvre, instruite ou peu cultivée, athée ou croyante, grandir au centre de Paris ou en Lozère, vouloir me réaliser dans le travail ou adopter un autre de style de vie, etc. ? »

Jean TIROLE souligne qu'il ne s'agit pas d'envisager naïvement une société idéale où chacun privilégierait « spontanément l'intérêt général au détriment de leur intérêt personnel », mais de reconnaître que « nous réagissons tous aux incitations auxquelles nous sommes confrontés » qui peuvent être matérielles ou sociales. La recherche du bien commun a donc pour objectif de concilier l'intérêt individuel et l'intérêt général.

Dans ce contexte, la science économique peut contribuer à cette recherche du bien commun en aidant à distinguer les objectifs des instruments qui peuvent concourir à leur réalisation. Comprendre l'économie est exigeant, car nos raisonnements s'arrêtent souvent aux apparences et aux émotions. La morale et l'indignation viennent souvent perturber la compréhension des phénomènes en amont, au lieu d'inspirer les règles en aval. Le rôle de l'économiste est de lier empirisme et théorie.

Le marché, les entreprises et l'État sont analysés de façon originale : l'entreprise n'est pas forcément moins responsable que l'État dans le développement du bien être ou du mal être collectif. Enfin, le message de Tirole est optimiste, il n'y a pas de fatalité et il existe des remèdes aux maux que nous connaissons. La bonne information et la bonne attitude vis-à-vis de l'information sont déterminantes.

« Ce dont je suis certain, c'est qu'on a les politiques économiques que l'on mérite et que sans culture économique du grand public, faire les bons choix peut requérir beaucoup de courage politique. Les politiques hésitent en effet à adopter des politiques impopulaires, car ils craignent la sanction électorale qui pourrait s'ensuivre. En conséquence, une bonne compréhension des mécanismes économiques est un bien public. »

Collé 0/10

septembre 2016

« L'économie : il y a peu de sujet sur lequel on se soit plus donné carrière pour déraisonner »
(traité 1^{re} ed.)

L'ISF, Un impôt payé par quelques-uns est toujours populaire même quand il est nocif pour tous.



Tout a été dit ou presque sur l'inutilité, la nocivité, de l'ISF – exception française – y compris par le candidat Valls aux primaires socialistes de 2011, mais rien n'a été fait pour le supprimer. Donnons un peu de grain à moudre à ceux qui en ont le projet.

Inutilité fiscale de cet impôt : dans son principe même, c'est une aberration de taxer un capital quel qu'il soit uniquement parce qu'il existe, et donc d'obliger son propriétaire à céder une partie pour pouvoir en conserver une fraction réduite chaque année ; autant taxer toutes les personnes en âge de travailler, même si elles n'ont pas de revenus ! L'assiette qui exclut les actifs non productifs, comme les œuvres d'art, qui décote l'immobilier, mais qui prend à leur valeur de marché les actifs productifs finançant l'économie est absurde. C'est l'impôt spéculatif par excellence : si la Bourse monte, l'Etat gagne. Si elle baisse ensuite, ce que le contribuable a payé est définitivement perdu. Son taux, progressif de 0,5 % à 1,5 %, est devenu également aberrant comparé au taux des emprunts d'Etat qui avoisine 0 %.

Moins-values fiscales colossales. Son rendement est très faible : 5,2 milliards d'euros et 343 000 foyers concernés en 2015, 1,4 % des recettes de l'Etat, ou l'équivalent de 3,2 % des recettes

de TVA. Mais surtout, par l'exil fiscal auquel il contraint, il génère des moins-values fiscales colossales. Les millionnaires qui continuent de partir en Suisse, en Belgique, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en Israël, ne payent plus leur ISF en France, ni pratiquement aucun autre impôt : TVA, impôt sur le revenu, contributions sociales, etc. Par solde, le rendement net de l'ISF est négatif pour les finances publiques, sans doute même de plus de 10 milliards pour ceux qui ont essayé de le chiffrer. Sans compter les emplois directs détruits lors des départs qui sont ceux aussi des cerveaux et des énergies créatrices. Comme si les effets de la révocation de l'Edit de Nantes en 1685 n'étaient pas connus de nos dirigeants qui s'honorent dans le culte mémoriel.

D'un point de vue économique, il s'ajoute à la taxation des revenus du capital la plus élevée au monde. Le rendement net du capital s'en ressent. Alors que l'industrie représentait plus de 20 % du PIB en France et en Allemagne en 1980, elle représente encore 22 % en Allemagne mais seulement 11 % chez nous. Les gains de productivité d'une économie sont intimement liés à son intensité en capital. Et les gains de productivité déterminent notre compétitivité. L'ISF a sa part de responsabilité dans le niveau de chômage du pays.

Enfin, l'ISF est nocif socialement et politiquement. Il entretient l'idée qu'il y a toujours de l'argent à prendre chez les autres (les riches), ce qui est plus facile que d'en produire soi-même. Sous couvert de solidarité il cultive le ressentiment et la jalousie au lieu de générer les ambitions. Il culpabilise la fortune - « je n'aime pas les riches » - dont les détenteurs devraient se reprocher naturellement de ne pas être pauvres. Il fait de l'impôt non pas une contribution, mais une punition.

Pourtant, la fortune n'est que le témoin de la prospérité et celle-ci ne se réalise pas au détriment de ceux qui y concourent, mais par leur bonne collaboration. L'amour de la pauvreté n'est pas plus vertueux que l'amour de la prospérité. Ne nous y trompons pas et regardons notre monde : la misère se conjugue très bien avec la guerre et l'asservissement ; la prospérité avec la paix et la liberté. Supprimer l'ISF, c'est aussi faire ce choix.

Parole d'entrepreneur

septembre 2016

Sandra LE GRAND



Sandra LE GRAND, fondatrice de Kalidea (ex Canalce), premier prestataire français de programmes de fidélisation de salariés et professionnels, cédé en avril 2016 au groupe UP (ex Chèque Déjeuner).

Après 11 ans passés chez Coca-Cola, Sandra LE GRAND se lance en 2000 dans un projet novateur et ambitieux en créant Canalce.com devenu Kalidea, le premier site dédié aux Comités d'Entreprise s'appuyant sur plus de 500 partenaires (billetterie, cinéma, spectacles, loisirs, achats au quotidien, voyages, chèques cadeaux...).

Aujourd'hui, Kalidea compte un portefeuille de 5 000 comités d'entreprise et entreprises abonnés, 4 millions de bénéficiaires, un chiffre d'affaires de 70M€ et une équipe de 180 personnes.

Passionnée d'entrepreneuriat et de formation (Croissance Plus, 100000 entrepreneurs, HEC...), Sandra se consacre désormais au partage de son expérience à travers des conférences et des cours en enseignement supérieur et à ses mandats d'administratrice.

Elle est co-auteur de « ENTREPRENDRE : un peu, beaucoup, PASSIONNEMENT » (2010) et de « #AMBITION » (2016) aux Editions Telemaque.

1) Pourquoi être devenue entrepreneur ?

Après de nombreux petits jobs d'étudiants, j'avais eu l'envie de monter une entreprise mais j'étais jeune à l'époque, l'entrepreneuriat n'avait pas la « notoriété » et le « vent en poupe » qu'il a aujourd'hui et j'ai donc décidé de rentrer dans un grand groupe : COCA-COLA.

J'y ai passé 11 ans, avec des évolutions en commercial, marketing, management... Mais l'envie de créer était toujours là. Aussi quand la vague internet des années 2000 est arrivée : start-up, Business Angels, levée de fonds... Je me suis dit qu'il était temps de sauter le pas et l'émission Capital (M6) sur les start-up a été le dernier déclic ; j'ai donc créé Canalce devenu Kalidea (une plateforme de vente de produits de loisir pour les comités d'entreprise) même si ma carrière était toute tracée et que mes enfants avaient à l'époque 1 et 3 ans.

Je ne le regrette pas, c'est une prise de risques, car il faut toujours une petite dose d'inconscience, mais avec la passion, l'enthousiasme et l'énergie, on arrive à tout. Et puis il faut de l'ambition pour soi, pour ses projets et pour la France, ce que j'ai souhaité partager dans un livre en cette rentrée (sortie le 22 sept) : #AMBITION aux éditions Télémaque.

2) Le chef d'entreprise est-il le seul à entreprendre ?

Non, entreprendre est un projet de vie, il faut le décider en famille, être soutenu par ses proches et ses amis. En effet, la création : le « START » n'étant pas un long fleuve tranquille et le développement et la croissance : le « UP » encore moins, il faut être entouré et ne jamais perdre son énergie et ses convictions.

C'est aussi un changement d'organisation (pas forcément dans le mauvais sens) : on travaille beaucoup mais différemment. C'est aussi un sacrifice ou des efforts financiers, car au démarrage on ne se rémunère pas ou peu et même ensuite, on est souvent en dessous des rémunérations d'un grand groupe. Mais bien entendu, la colonne des avantages, des joies, satisfactions ou fiertés est bien supérieure et c'est ce qui galvanise les chefs d'entreprise.

3) Pour vous, qu'est-ce que la création de valeur ?

Créer de la valeur c'est tout d'abord créer son emploi. Ensuite un business model récurrent permet d'avoir une pérennité, une visibilité créatrice de valeur et permettant de construire une stratégie solide. Vient après le chiffre d'affaires, la consommation générée par notre business : Kalidea génère 70M€ de chiffre d'affaires direct et quasi autant d'indirect mais permet aussi de faire travailler des partenaires (univers du loisir) et des prestataires comme les experts comptables, les commissaires aux comptes, les avocats et les banquiers. C'est donc tout un écosystème qui crée de la valeur.

L'emploi est certainement la plus noble des créations de valeur mais il est une conséquence de tout cela : un business model solide, du chiffre d'affaires, et de la rentabilité ; Kalidea a créé 200 emplois et c'est une vraie fierté.

4) Quelles sont les trois mesures que vous prendriez pour améliorer le développement des entreprises françaises ?

Tout d'abord **stabilité et simplicité** : nous, chefs d'entreprise, ne pouvons plus passer notre temps à étudier, analyser et nous battre contre les réformes, les lois, les amendements qui souvent arrivent sans concertations et qui complexifient énormément notre tâche : nous souhaitons développer notre entreprise, aller chercher des clients et du chiffre d'affaires, gérer nos équipes et non pas être le nez sur le code du travail ou les annonces dans les médias.

La fiscalité étant le moteur de nombreuses décisions, il faut continuer et renforcer les avantages fiscaux liés aux investissements dans les entreprises (Business Angels, investisseurs, FCPI, fonds des assurances, loi TEPA ISF...). Il serait d'ailleurs encourageant de renforcer ou substituer des subventions « complexes et trop nombreuses » par des actions concrètes dans les Entreprises (si elles investissent, si elles innovent, si elles créent de l'emploi, si elles partent à l'international...), un peu à l'instar du CIR (crédit impôt recherche).

Pour finir, il faut travailler **l'écosystème du financement** des entreprises (privé, public, bancaire, equity...), qui est le nerf de la guerre et encourager les « gros tickets » en France, comme c'est le cas dans d'autres pays comme les Etats Unis ; il est anormal qu'en France on investisse péniblement

3 M€ dans un projet en demandant qu'il soit rentable l'année suivante ou celle d'après, alors qu'aux USA, on investit 50 M\$ et on demande si c'est un « one Billion dollars business ».
